

IRAK

# Le musée de Baghdad rouvre ses portes douze ans après avoir été pillé

**Le musée national irakien a officiellement rouvert ses portes samedi après douze ans d'efforts acharnés durant lesquels près d'un tiers des 15 000 pièces volées ont été récupérées.**

Cette réouverture moult fois reportée a été accélérée en réaction à la destruction jeudi de sculptures préislamiques inestimables par des jihadistes du groupe Etat islamique (EI) à Mossoul, dans le nord de l'Irak.

«Nous préparions la réouverture depuis plusieurs mois, le musée doit être ouvert à tous», a déclaré à l'AFP le vice-ministre irakien du Tourisme et des Antiquités, Qaïs Hussein Rachid.

«Les évènements à Mossoul nous ont poussés à accélérer notre travail et nous voulions ouvrir dès aujourd'hui en

réaction à ce qu'ont fait les criminels de Daesh», a-t-il ajouté, désignant l'EI par son acronyme arabe. Jeudi, ce groupe, qui contrôle depuis juin Mossoul, la deuxième ville d'Irak, a mis en ligne une vidéo dans laquelle des jihadistes réduisent en miettes des sculptures antiques à la massue. On les voit aussi défigurer au marteau piqueur un colossal taureau ailé assyrien. Ces destructions ont déclenché une vague d'indignation internationale, et des craintes concernant le sort d'autres trésors du patrimoine situés dans des zones

contrôlées par l'EI, qui a profité de l'instabilité en Irak et de la guerre en Syrie pour s'emparer de vastes territoires où il multiplie les atrocités.

Les destructions de Mossoul sont les pires subies par le patrimoine irakien depuis le pillage du musée archéologique national à Baghdad en avril 2003, quelques jours après la chute de Saddam Hussein.

Un jihadiste a indiqué devant la caméra qu'ils détruisaient les statues car elles favorisaient «l'idolâtrie». Mais des responsables et des experts estiment que l'EI a détruit uniquement des pièces volumineuses, se gardant les autres plus petites pour les vendre probablement en contrebande. Des réseaux criminels organisés avaient

profité de l'intervention américaine et du chaos pour piller les musées irakiens en 2003, dont celui de Baghdad où 15 000 pièces ont été volées dont quelque 4 300 ont été restituées. Le musée abritait l'une des plus importantes collections archéologiques du monde.

«Nous recherchons toujours plus de 10 000 pièces sur les marchés et dans les ventes aux enchères. (Les pièces) que nous avons récupérées étaient les plus importantes», a déclaré M. Rachid.

Lors de l'inauguration samedi, le Premier ministre Haïder al-Abadi a lancé : «Aujourd'hui, le message de Baghdad, de la terre de Mésopotamie est claire: nous allons préserver la civi-

lisation et poursuivre ceux qui veulent la détruire», promettant de n'épargner aucun effort pour retrouver les pièces archéologiques volées.

«Nous avons des informations sur chaque pièce à Mossoul, chaque pièce est marquée et nous allons traquer toutes les pièces vendues en contrebande par Daesh et les groupes terroristes, nous allons les traquer et le monde est avec nous», a-t-il ajouté.

M. Rachid a espéré que la réouverture du musée au public à partir de dimanche aiderait à apaiser la tristesse liée aux destructions de Mossoul.

L'entrée sera de 1 500 dinars pour les Irakiens (un peu plus d'un dollar), 10 dollars pour les Arabes et 20 dollars pour les étrangers.

SYRIE

# Percée de l'armée régulière au sud du pays

**Les forces du régime appuyées par le Hezbollah ont effectué samedi une percée dans le sud de la Syrie tandis que des jihadistes ont pris une base importante dans le nord du pays en guerre depuis quatre ans.**

Parallèlement, le médiateur de l'ONU pour la Syrie Staffan de Mistura était attendu dans l'après-midi à Damas et entend mettre en œuvre au plus vite sa proposition de cessez-le-feu localisé à Alep, principale ville septentrionale du pays, selon son entourage.

Depuis vendredi soir, à une cinquantaine de km au sud-ouest de Damas, l'armée s'affronte à des factions rebelles et des jihadistes du Front Al-Nosra, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

«Les forces pro-régime ont avancé et pris trois villages et plusieurs collines dans la province de Deraa, avec le soutien de l'aviation» syrienne, a précisé l'OSDH.

Les combats, qui ont fait sept morts parmi les rebelles, ont lieu dans un triangle où se rejoignent les provinces de Damas, de Qouneitra et de Deraa. L'objectif est d'arriver jusqu'à la ligne d'ar-

mistice avec Israël sur le plateau du Golan, dont une partie est occupée par l'Etat sioniste, et de couper la route aux rebelles et au Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, se rendant du sud vers Damas.

Pour cela l'armée syrienne et le Hezbollah avancent d'est en ouest, après avoir suspendu leur offensive à cause de la neige.

L'agence officielle syrienne SANA a confirmé la prise de collines stratégiques dans le secteur. Selon des habitants, l'offensive a surpris les rebelles dont beaucoup sont morts ou ont fui. Les rebelles et Al-Nosra, qui contrôlent une bande de territoire le long de la frontière jordanienne, avaient progressé dans les provinces du sud, importantes car elles sont proches de Damas, de la Jordanie et du Golan occupé par Israël. Alors que dans le sud rebelles et Al-Nosra combattent

côte à côte, la situation est différente dans le nord.

Près d'Alep, Al-Nosra a ainsi chassé les rebelles syriens de la base militaire 46, à l'issue de combats ayant fait 29 morts dans les rangs du groupe rebelle syrien Hazem et six dans ceux d'Al-Nosra, a affirmé l'OSDH.

La base avait été prise en novembre 2012 par les rebelles qui en avaient chassé les troupes du régime et y avaient saisi des missiles sol-air. Al-Nosra est formé de combattants syriens et étrangers. Hazem est considéré comme un groupe rebelle «modéré» par les Occidentaux par opposition aux jihadistes ultraradicaux. Il fut le premier groupe à recevoir, en 2014, des missiles antichars TOW de pays occidentaux.

Le Front Al-Nosra cherche à reprendre des localités ou camps militaires aux rebelles dans les régions d'Alep et d'Idleb (nord-ouest) et à créer un

«émirat» islamique en Syrie. Déclenché le 15 mars 2011 par une contestation populaire violemment réprimée, le conflit en Syrie s'est transformé en une guerre opposant le régime à des déserteurs aidés par des civils armés et plus tard des jihadistes venus pour la plupart de l'étranger.

Il s'est complexifié avec les combats entre rebelles syriens et jihadistes devenus ennemis, même si tous deux continuent à combattre le régime de Bachar al-Assad.

Néanmoins la rapide montée en puissance en 2013 d'un des groupes jihadistes, l'organisation de l'Etat islamique (EI), qui s'est emparé de vastes régions dans le nord-est, a éclipsé la rébellion contre le régime.

Plus de 220 000 personnes ont été tuées depuis mars 2011.

NIGERIA

# Boko Haram, chassé par l'opération militaire régionale, multiplie les attentats

**Le groupe islamiste armé Boko Haram, chassé de villes et villages du nord-est du Nigeria dont il avait pris le contrôle, multiplie les attentats, faisant croître le climat d'insécurité dans plusieurs grandes villes à un mois des élections.**

Au moins 86 personnes ont été tuées dans des attentats attribués à Boko Haram en l'espace d'une semaine, dans des gares routières bondées, dans le nord mais aussi le centre du Nigeria.

Initialement prévues le 14 février, les élections présidentielle et législatives ont été reportées au 28 mars, afin de permettre de reprendre la main sur Boko Haram et ainsi de sécuriser le nord-est du pays.

Mais au moment où les autorités nigérianes se félicitent d'avoir reconquis de nombreuses villes de cette région, notamment grâce à l'intervention armée des pays voisins, les attentats de ce type — des bombes déposées dans des bagages abandonnés ou des attentats-suicides — difficiles à prévenir, risquent de mettre en péril la sécurité des électeurs le jour du scrutin, faisant des bureaux de vote des cibles vulnérables.

«Pendant que les opérations de contre-insurrection de la force multinationale se poursuivent dans le nord-est, Boko Haram va intensifier sa campagne de terreur en milieu urbain», estime Ryan Cummings, spécialiste de l'Afrique pour l'entre-

prise de conseil en sécurité Red24.

Le groupe islamiste «sait qu'il manque de ressources pour affronter l'armée nigériane et ses alliés lors de combats classiques, donc ses attaques de représailles vont être de plus en plus "asymétriques", puisque cela crée des dégâts en mobilisant moins de ressources», poursuit-il. Boko Haram, qui a fait plus de 13 000 morts et 1,5 million de déplacés depuis 2009, a longtemps multiplié les attentats dans les grands centres urbains comme Kano, la plus grande ville du nord, et Maiduguri, son fief historique et la capitale de l'Etat de Borno (nord-est). Avec l'instauration d'un Etat d'urgence dans trois Etats du nord-est en mai 2013, l'armée nigériane, aidée par des milices locales, est parvenue à chasser les islamistes des grandes villes.

Mais ceux-ci se sont alors concentrés sur les campagnes, rasant des villages entiers dans lesquels des centaines de civils étaient exécutés, avant de commencer à capturer des pans de territoire et d'y instaurer leur «califat».

Suite à l'attaque de Baga, sur les rives du lac Tchad, le 3 janvier, sans doute la plus meurtrière jamais perpétrée par Boko Haram, avec des centaines de morts voire bien plus, une opération militaire de grande envergure a été lancée avec l'aide du Tchad, du Cameroun et du Niger voisins.

Cette contre-offensive a permis de reprendre un certain nombre de villes et villages du nord-est des mains des islamistes, dont Baga le weekend dernier.

Le président Goodluck Jonathan, en pleine campagne

électorale, a affirmé, lors d'une visite à Baga cette semaine, que la guerre contre Boko Haram était «presque terminée».

Mais pour Mark Schroeder, expert des questions de politique et de sécurité en Afrique pour la société Statfor, les récents attentats de Kano et de Jos, dans le centre, font peser de nouveaux risques sécuritaires sur le pays le plus peuplé du continent, en «déplaçant» la menace.

«Empêcher Boko Haram de mener des contre-attaques contre des civils ailleurs dans le pays», au moment où les islamistes sont chassés des zones éloignées du nord-est, «risque d'être très difficile», déclare M. Schroeder.

Dans une de ses récentes vidéos de propagande, publiée pour la première fois depuis un compte Twitter, le chef de Boko Haram, Abubakar Shekau, a promis d'empêcher la tenue des élections du 28 mars. Les islamistes ont aussi distribué des tracts à la population appelant à boycotter le scrutin.

Pour Abdullahi Bawa Wase, spécialiste nigérian des questions de sécurité, les attentats à la bombe de ces derniers jours sont des actes de «désespoir» des islamistes, en perte de vitesse et de ressources.

Néanmoins, ces attaques «ne vont faire que s'intensifier dans les prochaines semaines», ce qui pourrait provoquer un nouveau report des élections, ajoute-t-il.

MALI

# L'ONU lance un appel pour financer les aides humanitaires d'urgence

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a lancé un appel pour récolter des fonds pour financer des opérations d'aides humanitaires d'urgence au Mali, notamment dans les zones affectées par le conflit.

«Malgré les progrès atteints dans la reconstruction et la stabilisation des zones touchées par le conflit dans le nord du Mali, l'insécurité persiste et affecte la reprise des services sociaux de base et des activités économiques», a déploré le coordonnateur humanitaire des Nations unies au Mali, David Gressly, cité par des médias. Il a fait savoir que «des centaines de milliers de personnes ont encore besoin d'aide humanitaire pour survivre».

Pour sa part, le porte-parole de l'OCHA, Jens Laerke, a rappelé, dans une déclaration à la presse à Genève, qu'au summum de la crise, «plus de 500 000 personnes avaient quitté le nord du Mali pour se réfugier dans le sud du pays ou dans des pays voisins».

Il a ajouté qu'«environ 400 000 d'entre eux ont réintégré leur domicile», soulignant, toutefois, que ces personnes «continuent d'éprouver les pires difficultés à reprendre le cours de leur vie».

Selon M. Laerke, «les communautés sont devenues plus vulnérables, les moyens de subsistance se sont détériorés, et les services sociaux ne fonctionnent que partiellement, en particulier dans les zones rurales».

ÉGYPTE

# Un tribunal déclare «terroriste» le mouvement palestinien Hamas

Un tribunal égyptien a classé samedi comme organisation «terroriste» le mouvement palestinien Hamas, selon une source judiciaire.

Un mois après l'inclusion de la branche militaire du mouvement Hamas, les brigades Ezzedine al-Qassam, dans la liste des organisations terroristes, un tribunal des référés du Caire a déclaré «terroriste» le mouvement palestinien Hamas, selon un responsable de cette entité judiciaire.

Le pouvoir égyptien accuse le Hamas de soutenir la confrérie des Frères musulmans.

Le mouvement est également accusé d'utiliser des tunnels clandestins à la frontière entre l'Égypte et Ghaza pour le trafic d'armes et les attaques contre la police et l'armée, d'après la même source.

L'armée égyptienne annonce régulièrement la destruction de plusieurs de ces tunnels, utilisés par les contrebandiers pour faire entrer notamment du carburant et des matériaux de construction dans l'enclave palestinienne.

Ces tunnels sont également suspectés de servir également au passage d'armes et de militants.

En mars, l'Égypte avait déjà interdit le Hamas et proscrit ses activités sur le sol égyptien, ordonnant le gel de ses avoirs.

APS